

perversi et affaibli les peuples chrétiens aujourd'hui alliés, les erreurs qui ont fait croire au peuple fratricide qu'il avait le droit et le pouvoir, l'un ne se distinguant pas de l'autre, d'asservir le monde à son génie et à sa cupidité.

Le pangermanisme, qui est la cause principale de la guerre et de tous ses maux, est une erreur et une passion dans les âmes allemandes, avant d'être une dévastation et une immolation de tout ce qui ose lui résister.

Un des biens qu'il est permis de souhaiter et d'espérer des horreurs de cette guerre, c'est une vision plus claire des vérités nécessaires à la vie des peuples, c'est un esprit de fraternité et de générosité mieux entendu et mieux pratiqué entre les peuples qui voudront être meilleurs frères, après avoir mieux vu le malheur d'être ennemis.

Mais l'union à laquelle il faut tendre ne pourra se faire solide que dans la vérité, et la vérité, c'est encore l'Eglise qui en est la première dispensatrice et la plus sûre gardienne dans le monde.

En nous aidant à mieux comprendre la sagesse et l'opportunité de la doctrine catholique du Syllabus, M. Duthoit nous aura une fois de plus été utile par sa bonne et forte parole.

J.-A. L.

Justes observations

SUR la question des langues et sur le caractère officiel exclusif de l'anglais et du français au Canada, le *Soleil* fait les justes observations qui suivent pour réfuter ceux qui prétendent assimiler ou mettre sur un même pied dans les écoles publiques, les langues autres que le français et l'anglais.

C'est commettre une erreur fâcheuse, c'est manquer de jugement, c'est, plus encore, une maladresse dangereuse pour notre propre cause que de vouloir homologuer les deux questions et prétendre lier partie avec ces immigrants, sur la question de l'éducation.

Il y a tout d'abord cette différence essentielle, indiscutable, que les immigrants arrivant au Canada y viennent de leur plein gré, tandis que nous sommes, nous, chez nous en Canada. Nous y étions les premiers, nous y avons conservé par traité des droits spécifiques qui constituent l'une des bases essentielles de l'ordre des choses.

L'immigrant qui vient demeurer en Canada sait qu'il s'établit dans un pays où les deux seules langues officielles sont le français et l'anglais; il sait par conséquent qu'en changeant de patrie il lui faut aussi changer de langue.

Les Canadiens, comme les Polonais, comme les Alsaciens étaient chez eux, dans leur patrie, avant que la conquête de leur sol fit surgir la question de la langue.

En abandonnant volontairement le sol ancestral les immigrants par le fait même renoncent—et ils le savent—à l'usage courant de la langue parlée sur ce sol. Il ne saurait, en droit comme en pratique exister la moindre ambiguïté à cet égard; ils n'ont aucun droit spécial

quand ils viennent de leur plein gré s'établir en Canada en ce qui concerne leur langue maternelle.

Donc c'est faire fausse route pour nous Canadiens-français que de prétendre assimiler le cas de ces immigrants avec le nôtre; c'est faire une funeste erreur puisque cette homologation ne peut évidemment que provoquer la confusion à notre détriment et affaiblir aux yeux des gens mal disposés, ou mal informés, notre propre position.

Nous avons tout à perdre à cette confusion, et de toute évidence, puisque nous nous trouvons ainsi en conflit avec un principe d'intérêt national supérieur qui, très légitimement, occupe la première place aux yeux de nos compatriotes anglo-saxons.

Notre confrère (le Devoir) qui se fit jadis l'avocat de l'égoïsme sacré au nom de notre nationalité, serait heureusement inspiré en cette occasion de s'en prévaloir. Les questions de sympathie théorique doivent disparaître devant l'impérieuse nécessité de ne pas affaiblir notre cause par des compromissions inutiles.

Il ne sert de rien de vouloir se fermer les yeux à l'évidence: ceux qui demandent comme sir Aikins de refuser aux immigrants tout droit spécial quand à l'usage de leur langue à l'école sont parfaitement justifiés par des considérations d'ordre national supérieur.

Le Canada ne doit pas être une nouvelle tour de Babel et l'expérience des dernières années, ne peut plus longtemps nous permettre d'ignorer le danger indéniable de ce babilisme.

Nier ce danger est impossible honnêtement, par conséquent c'est se mettre sottement en antagonisme avec nos compatriotes anglo-saxons et contre le bon sens.

Ne voit-on pas que c'est légitimer de leur part le soupçon qu'en liant partie avec ces immigrants sur la question de l'enseignement de leur langue maternelle, nous obéissons à des préoccupations et calculs particuliers?

De fait il s'est trouvé, en particulier dans l'ouest, nombre des nôtres et parmi les plus importants, qui ont cédé trop clairement par le passé à des calculs de cette nature et qui, en liant partie avec ces immigrants, cédaient à l'espoir de les grouper de notre côté pour constituer ainsi une clientèle électorale à notre cause.

Le résultat on le connaît: il a été désastreux. Nous n'avons réussi qu'à fournir des armes à nos ennemis et à compromettre fâcheusement notre propre cause...

L'accord harmonieux, la vraie bonne entente ne peuvent exister en ce pays que si, au lieu de lier continuellement partie contre les Anglo-Saxons dans leur recherche nécessaire de l'unité nationale canadienne, nous comprenons, une bonne fois, que c'est au contraire en liant partie avec eux dans tout ce qui est juste et raisonnable, afin d'assurer cette unité, que nous atteindrons le plus sûrement notre but: la reconnaissance de nos droits.

Sans doute cela entraîne des difficultés et sérieuses, des efforts d'énergie et d'initiative, mais l'enjeu ne vaut-il pas tous les sacrifices de cette catégorie?